

## AVIS DE CONVOCATION

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués à Paris (75008) – 32, avenue Hoche, en Assemblée Générale Mixte :

**le jeudi 15 avril 2010 à 9 heures 30,**

à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et le projet de résolutions suivants :

### ORDRE DU JOUR ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 15 AVRIL 2010

#### *Pour la partie ordinaire*

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et des rapports des commissaires aux comptes,
- Approbation de ces rapports et des comptes annuels sociaux et consolidés de l'exercice 2009 - Quitus aux Administrateurs,
- Approbation des conventions et engagements visés à l'article L. 225-38 du code de commerce,
- Affectation et répartition des résultats de l'exercice 2009,
- Ratification de la cooptation d'un Administrateur,
- Renouvellement, pour deux ans, du mandat d'un Administrateur,
- Constatation de l'élection des Administrateurs Représentants du Personnel,
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration de procéder à l'acquisition par la société de ses propres actions,

#### *Pour la partie extraordinaire*

- Lecture des rapports du Conseil d'Administration et des rapports des commissaires aux comptes,
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration de réduire le capital social par annulation d'actions propres détenues par la société,
- Délégation de compétence donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par une offre au public,
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription,
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet de fixer le prix d'émission sans droit préférentiel de souscription, par une offre au public ou par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, de titres de capital à émettre de manière immédiate ou différée,
- Délégation de compétence donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital social, sans droit préférentiel de souscription, à l'effet de rémunérer des apports de titres en cas d'offre publique d'échange,
- Délégation de compétence donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par une offre adressée exclusivement à des personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour le compte de tiers, à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs au sens du paragraphe II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier (placement privé),
- Pouvoirs pour dépôts et formalités.

L'Assemblée Générale Mixte se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre de leurs actions. Les actionnaires peuvent voter par correspondance. Ils ne peuvent se faire représenter à l'Assemblée que par leur conjoint ou par un actionnaire.

Les actionnaires souhaitant assister à cette assemblée, s'y faire représenter ou voter par correspondance, devront impérativement :

- pour les actionnaires nominatifs : être inscrits en compte nominatif au plus tard le lundi 12 avril 2010, à zéro heure, heure de Paris ;
- pour les actionnaires au porteur : faire établir, par l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte titres, une attestation de participation constatant l'inscription ou l'enregistrement comptable de leurs actions au plus tard le lundi 12 avril 2010, à zéro heure, heure de Paris.

Les actionnaires désirant assister à cette assemblée seront admis sur justification de leur identité et présentation de leur carte d'admission qu'ils pourront demander de la façon suivante :

- pour les actionnaires nominatifs : demander une carte d'admission à la société TF1 - Service Titres - C/O BOUYGUES - 32 avenue Hoche - 75008 Paris (tel: 01.44.20.11.07 - fax: 01.44.20.12.42);
- pour les actionnaires au porteur : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte titres, qu'une carte d'admission leur soit adressée par la société TF1 au vu de l'attestation de participation qui lui aura été transmise ; l'actionnaire au porteur qui n'aurait pas reçu sa carte d'admission le lundi 12 avril 2010, à zéro heure, heure de Paris, pourra se faire délivrer directement l'attestation de participation par l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres.

Les actionnaires n'assistant pas personnellement à cette assemblée et souhaitant être représentés ou voter par correspondance pourront :

- pour les actionnaires nominatifs : renvoyer le formulaire unique de pouvoir / vote par correspondance, qui leur sera adressé avec la convocation, à la société TF1 - Service Titres - C/O BOUYGUES - 32 avenue Hoche - 75008 Paris ;
- pour les actionnaires au porteur : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte titres, un formulaire unique de pouvoir / vote par correspondance auprès de TF1, au siège social ou à l'adresse ci-dessus indiquée, au plus tard six jours avant la date de la réunion et le renvoyer, accompagné de l'attestation de participation, à la société TF1 - Service Titres - C/O BOUYGUES - 32 avenue Hoche - 75008 Paris.

Les formulaires de vote par correspondance devront être reçus effectivement par la société TF1 - au siège social ou au Service Titres - C/O BOUYGUES - 32 avenue Hoche - 75008 Paris, au plus tard le troisième jour précédant la date de l'assemblée, soit le lundi 12 avril 2010, à minuit, heure de Paris.

Conformément à l'article R. 225-85 du code de commerce, lorsque l'actionnaire aura déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir, demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation pour assister à l'assemblée, il ne pourra plus choisir un autre mode de participation.

Il est recommandé aux participants de l'Assemblée Générale Mixte du 15 avril 2010 de bien vouloir se munir de la carte d'admission et de se présenter à partir de 9 heures.

Il est précisé que les actionnaires ne pourront pas voter par Internet.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

## **EXPOSE DES MOTIFS**

### **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 15 AVRIL 2010**

#### ***Partie Ordinaire***

##### **PREMIERE RÉOLUTION**

Cette résolution a pour objet d'approuver les comptes sociaux de l'exercice 2009 et de donner quitus de sa gestion à votre Conseil.

##### **DEUXIEME RÉOLUTION**

Cette résolution a pour objet d'approuver les comptes consolidés de l'exercice 2009.

##### **TROISIEME RESOLUTION**

Cette résolution a pour objet d'approuver les conventions relevant de l'article L225-38 du Code de Commerce, conclues entre la Société et d'autres sociétés ayant avec elle un ou plusieurs actionnaires, administrateurs et dirigeants sociaux communs.

##### **QUATRIEME RÉOLUTION**

Cette résolution a pour objet d'affecter et de répartir le bénéfice de l'exercice 2009 et notamment de fixer à 0,43 € le dividende net par action.

##### **CINQUIEME RÉOLUTION**

Cette résolution a pour objet de ratifier la cooptation, en qualité d'Administrateur de Claude BERDA, effectuée par le Conseil d'Administration du 17 février 2010, en remplacement de Patrick LE LAY, Administrateur démissionnaire.

##### **SIXIEME RÉOLUTION**

Cette résolution a pour objet de renouveler, pour deux années, le mandat d'Administrateur d'Alain POUYAT.

##### **SEPTIEME RÉOLUTION**

Cette résolution a pour objet de constater l'élection des Administrateurs Représentants du Personnel.

##### **HUITIEME RÉOLUTION**

Cette résolution a pour objet d'autoriser la société à mettre en place un nouveau programme de rachat de ses propres actions. Le Conseil d'Administration pourrait procéder à l'achat d'actions de la société dans la limite légale de 10% du nombre des actions composant le capital social, à un prix d'achat maximum de 20 €; les actions pourraient être également cédées à un prix minimum de 5 €

#### ***Partie Extraordinaire***

##### **NEUVIEME RÉOLUTION**

Cette résolution a pour objet d'autoriser, pour une durée de dix-huit mois, le Conseil d'Administration à réduire le capital social par annulation d'actions propres, dans la limite de 10% du capital.

##### **DIXIEME RESOLUTION**

Cette résolution a pour objet de déléguer, pour une durée de quatorze mois, au Conseil d'Administration la compétence de l'Assemblée Générale à l'effet de décider d'augmentations du capital social (plafonnées à 4,3 M€ (plafond global) en nominal), par émission par une offre au public, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des actions de la société.

##### **ONZIEME RÉOLUTION**

Cette résolution a pour objet d'autoriser le Conseil d'Administration à décider, pour chacune des émissions décidées dans la 10<sup>ème</sup> résolution, d'augmenter le nombre de titres à émettre pendant un délai de trente jours de la clôture de la souscription dans la limite de 15% de l'émission initiale.

#### **DOUZIEME RÉSOLUTION**

Cette résolution a pour objet d'autoriser le Conseil d'Administration, pour chacune des émissions décidées en application des 10<sup>ème</sup> et 14<sup>ème</sup> résolutions, à fixer le prix d'émission, sans droit préférentiel de souscription, de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, dans la limite de 10% du capital.

#### **TREIZIEME RÉSOLUTION**

Cette résolution a pour objet de déléguer, pour une durée de quatorze mois, au Conseil d'Administration la compétence de l'Assemblée Générale pour décider d'augmentations du capital social à l'effet de rémunérer des titres apportés en cas d'offre publique d'échange (OPE), initiée par la société.

#### **QUATORZIEME RÉSOLUTION**

Cette résolution a pour objet de déléguer, pour une durée de quatorze mois, au Conseil d'Administration la compétence de l'Assemblée Générale à l'effet de décider d'augmentations du capital social (plafonnées à 4,3 M€ (plafond global) en nominal), par émission par une offre adressée exclusivement à des personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour le compte de tiers, à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs au sens du paragraphe II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier (placement privé), avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des actions de la société.

#### **QUINZIEME RESOLUTION**

Cette résolution a pour objet de permettre l'accomplissement des formalités légales consécutives à la présente Assemblée.

---

### **TEXTE DES RESOLUTIONS**

#### **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 15 AVRIL 2010**

##### ***Partie Ordinaire***

#### **PREMIERE RESOLUTION**

*(Approbation des comptes sociaux)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration, dont notamment le rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'activité et la situation de la société pendant l'exercice 2009 et le rapport du Président du Conseil d'Administration joint au rapport de gestion sur la composition, les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société, du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes dudit exercice et du rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil d'Administration, les approuve, ainsi que les comptes annuels de la société de l'exercice 2009 comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale donne aux Administrateurs quitus de leur gestion pour l'exercice 2009.

#### **DEUXIEME RESOLUTION**

*(Approbation des comptes consolidés)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris acte que le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion du Groupe est inclus dans le rapport de gestion, connaissance prise des rapports du Conseil d'Administration, dont notamment le rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'activité et la situation du Groupe pendant l'exercice 2009, du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés dudit exercice, les approuve, ainsi que les comptes annuels consolidés de l'exercice 2009 comportant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

#### **TROISIEME RESOLUTION**

*(Approbation des conventions et engagements visés à l'article L. 225-38 du code du commerce)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés à l'article L. 225-38 du code de commerce, approuve lesdites conventions et opérations.

**QUATRIEME RESOLUTION**  
(Affectation et répartition des résultats)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir constaté l'existence de bénéfices disponibles de 342 439 459,84 € compte tenu du bénéfice net de l'exercice de 198 396 033,56 € et du report à nouveau de 144 043 426,28 €, approuve l'affectation et la répartition suivantes proposées par le Conseil d'Administration ::

- Distribution en numéraire d'un dividende de 91 766 511,56 €  
(soit un dividende de 0,43 € par action de 0,20 € valeur nominale)
- Affectation du solde au Report à nouveau 250 672 948,28 €

La date de détachement du dividende sur le marché EURONEXT PARIS est fixée au 28 avril 2010  
La date à l'issue de laquelle seront arrêtées les positions qui, après dénouement, bénéficieront de la mise en paiement est fixée au 30 avril 2010  
La date de mise en paiement du dividende est fixée au 3 mai 2010

L'Assemblée Générale prend acte que, conformément au 2° du 3 de l'article 158 du code général des impôts, ce dividende est intégralement éligible à l'abattement de 40 % prévu pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

L'Assemblée Générale reconnaît avoir été informée de la faculté offerte aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, dont les dividendes perçus sont éligibles à cette réfaction, d'opter pour l'assujettissement de ces revenus à un prélèvement forfaitaire libératoire de 18% ; cette option devant être effectuée lors de chaque encaissement ; cette option étant irrévocable et ne pouvant être exercée a posteriori.

L'Assemblée Générale autorise à porter au compte report à nouveau les dividendes afférents aux actions que TF1 est autorisée à détenir pour son propre compte, conformément aux dispositions de l'article L. 225-210 du code de commerce.

L'Assemblée Générale constate les dividendes versés au titre des trois derniers exercices, à savoir :

Exercice clos le :	Dividende versé par action	Abattement *
31/12/2006	0,85 €	oui
31/12/2007	0,85 €	oui
31/12/2008	0,47 €	oui

(\*) dividende éligible pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158.3.2° du CGI.

**CINQUIEME RESOLUTION**  
(Ratification de la cooptation d'un Administrateur)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ratifie la cooptation, en qualité d'Administrateur, de Claude BERDA effectuée par le Conseil d'Administration lors de sa séance du 17 février 2010, en remplacement de Patrick LE LAY, Administrateur démissionnaire, et ce, pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, soit à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2010.

**SIXIEME RESOLUTION**  
(Renouvellement, pour deux ans, du mandat d'un Administrateur)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires renouvelle, pour deux années, le mandat d'Administrateur d'Alain POUYAT, qui arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée.

La durée de ses fonctions expirera à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2011.

**SEPTIEME RESOLUTION**  
(Constatation de l'élection des Administrateurs Représentants du Personnel)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des noms des Administrateurs Représentants du Personnel élus par les collèges électoraux le 18 mars 2010 et communiqués par le Président du Conseil avant la lecture de la présente résolution, prend acte de leur élection et de leur désignation en qualité d'Administrateurs Représentants du Personnel.

La durée des fonctions des Administrateurs Représentants du Personnel est de deux années et prendra fin lors de la prochaine proclamation des résultats de l'élection des Administrateurs Représentants du Personnel, conformément aux dispositions de l'article 10 des statuts.

## HUITIEME RESOLUTION (Achat d'actions de la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration :

1. autorise le Conseil d'Administration à acheter, dans les conditions décrites ci-après, un nombre d'actions représentant jusqu'à 10 % du capital de la société au jour de l'utilisation de cette autorisation, dans le respect des conditions légales et réglementaires applicables au moment de son intervention, et notamment dans le respect des conditions posées par les articles L. 225-209 et suivants du code de commerce, par le règlement de la Commission européenne n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, et par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Cette autorisation pourra être utilisée en vue des finalités suivantes :

- annuler des actions dans les conditions prévues par la loi, sous réserve d'une autorisation par l'assemblée générale extraordinaire ;
  - attribuer des actions à des salariés ou mandataires sociaux de la société ou de sociétés liées, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, du régime des options d'achat d'actions, ou par le biais d'un plan d'épargne d'entreprise ou d'un plan d'épargne interentreprises, ou par voie d'attribution gratuite d'actions ;
  - assurer la liquidité et animer le marché du titre de la société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
  - conserver des actions et le cas échéant les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
  - conserver des actions et le cas échéant les remettre ultérieurement lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
  - mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement réaliser toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur.
2. décide que l'acquisition, la cession, le transfert ou l'échange de ces actions pourront être effectués, dans le respect des règles édictées par les autorités de marché, par tous moyens, notamment sur le marché ou hors marché, notamment de gré à gré, y compris par l'intermédiaire d'instruments financiers dérivés, et à tout moment, sauf en période d'offre publique d'achat ou d'échange ou de garantie de cours. La part du programme qui peut s'effectuer par négociation de blocs n'est pas limitée et pourra représenter la totalité du programme.
  3. décide que le prix d'achat ne pourra dépasser 20 € par action et que le prix de vente ne pourra être inférieur à 5 € par action, sous réserve des ajustements liés aux opérations sur le capital de la société. En cas d'augmentation de capital par incorporation de primes d'émission, bénéfices ou réserves et attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas d'une division ou d'un regroupement de titres, le prix indiqué ci-dessus sera ajusté par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et le nombre de titres après l'opération.
  4. fixe à 300 000 000 € (trois cents millions d'euros), le montant maximal des fonds destinés à la réalisation de ce programme d'achat d'actions.
  5. prend acte que, conformément à la loi, le total des actions détenues à une date donnée ne pourra dépasser 10 % du capital social existant à cette même date.
  6. donne tous pouvoirs au conseil d'administration, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation, passer tous ordres de Bourse, conclure tous accords, notamment pour la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes démarches, déclarations et formalités auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tous organismes, et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire pour l'exécution des décisions qui auront été prises par lui dans le cadre de la présente autorisation.
  7. décide que le conseil d'administration informera l'assemblée générale des opérations réalisées, conformément à la réglementation applicable.
  8. fixe à dix-huit mois à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la présente autorisation qui prive d'effet, à hauteur des montants non utilisés, et remplace toute autorisation antérieure ayant le même objet.

### **NEUVIEME RESOLUTION**

(Autorisation à consentir au Conseil d'Administration de réduire le capital social par annulation d'actions propres détenues par la Société)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et de celui des commissaires aux comptes, autorise le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du code de commerce :

- à annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions de la société acquises ou à acquérir au titre de la mise en œuvre de diverses autorisations d'achat d'actions de la société données par l'Assemblée Générale Ordinaire au Conseil d'Administration, notamment la 8ème résolution ci-dessus, dans la limite de 10 % du capital par période de vingt-quatre mois et à réduire corrélativement le capital social en imputant la différence, entre la valeur d'achat des titres annulés et leur valeur nominale, sur les primes et réserves disponibles y compris sur la réserve légale à concurrence de 10% du capital annulé ;
- à modifier en conséquence les statuts et à accomplir toutes formalités nécessaires.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi pour procéder en une ou plusieurs fois à ces réductions de capital, notamment arrêter le montant définitif de la réduction de capital, en fixer les modalités et en constater la réalisation et procéder à la modification corrélatrice des statuts, effectuer toutes formalités, toutes démarches et déclarations auprès de tous organismes et d'une manière générale faire tout ce qui est nécessaire.

L'autorisation ainsi conférée au Conseil d'Administration est valable, à compter de la présente Assemblée, pour une durée de dix-huit mois. Cette autorisation prive d'effet, à hauteur des montants non utilisés toute autorisation antérieure ayant le même objet et la remplace.

### **DIXIEME RESOLUTION**

(Délégation de compétence donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par une offre au public)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions du code de commerce, et notamment de l'article L. 225-129 :

1. délègue au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, sa compétence à l'effet de décider, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, une ou plusieurs augmentations du capital par l'émission par une offre au public, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, tant en France qu'à l'étranger, en euros, en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies, (i) d'actions ordinaires de la société ainsi que (ii) de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société, dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances.
2. décide que le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente résolution, ne pourra être supérieur à 4 300 000 €(quatre millions trois cent mille euros) en nominal, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société, ce montant s'imputant sur le plafond global fixé dans la dix-septième résolution de l'assemblée générale mixte du 17 avril 2009.
3. décide que les valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société ainsi émises pourront notamment consister en des titres de créance ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Elles pourront revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non à durée déterminée ou non, et être émises soit en euros, soit en devises, soit en toutes unités monétaires établies par référence à plusieurs monnaies.
4. décide que le montant nominal des titres de créance ainsi émis ne pourra excéder 900 000 000 €(neuf cents millions) ou leur contre-valeur en euros à la date de la décision d'émission, ce montant s'imputant sur le plafond fixé dans la dix-septième résolution de l'assemblée générale mixte du 17 avril 2009, étant précisé que ce montant ne comprend pas la ou les primes de remboursement au-dessus du pair, s'il en était prévu ; il est autonome et distinct du montant des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance qui seraient émises sur le fondement de la vingt-quatrième résolution de l'assemblée générale mixte du 17 avril 2009 et du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'Administration conformément à l'article L. 228-40 du code de commerce. Les emprunts (donnant accès à des actions ordinaires de la société) pourront être assortis d'un intérêt à taux fixe et/ou variable ou encore avec capitalisation, et faire l'objet d'un remboursement, avec ou sans prime, ou d'un amortissement, les titres pouvant en outre faire l'objet de rachats en bourse, ou d'une offre d'achat ou d'échange par la société.
5. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces titres qui seront émis conformément à la législation et de conférer au Conseil d'Administration le pouvoir d'instituer au profit des actionnaires un droit de priorité à titre irréductible et/ou réductible, pour les souscrire en application des dispositions de l'article L. 225-135 du code de commerce. Si les souscriptions, y compris, le cas échéant, celles des actionnaires, n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'Administration pourra limiter le montant de l'opération dans les conditions prévues par la loi.

6. prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires de la société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation pourront donner droit.
7. décide que le Conseil d'Administration arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis. Notamment, il déterminera la catégorie des titres émis et fixera, compte tenu des indications contenues dans son rapport, leur prix de souscription, avec ou sans prime, leur date de jouissance éventuellement rétroactive, ainsi que, le cas échéant, la durée, ou les modalités par lesquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente résolution donneront accès à des actions ordinaires de la société, conformément à la législation en vigueur, ainsi que les conditions dans lesquelles sera provisoirement suspendu, conformément aux dispositions légales applicables, le droit d'attribution des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires, étant précisé que le prix d'émission des actions ordinaires et des valeurs mobilières sera tel que la somme perçue immédiatement par la société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la société soit, pour chaque action ordinaire émise, au moins égale au montant minimum prévu par la loi.
8. décide que le Conseil d'Administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour mettre en œuvre la présente délégation notamment en passant toute convention à cet effet, en particulier en vue de la bonne fin de toute émission, et procéder en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en France et/ou, le cas échéant, à l'étranger et/ou sur le marché international, aux émissions susvisées - ainsi que, le cas échéant, pour y surseoir - en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations, et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions.
9. fixe à quatorze mois à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la présente délégation qui prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, des montants non utilisés, et remplace toute délégation antérieure ayant le même objet.

#### **ONZIEME RESOLUTION**

(Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du code de commerce :

1. autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, à décider, pour chacune des émissions décidées en application de la dixième résolution qui précède, d'augmenter le nombre de titres à émettre, pendant un délai de trente jours de la clôture de la souscription dans la limite de 15 % de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale et sous réserve du respect du plafond prévu dans la dixième résolution en application de laquelle l'émission est décidée.
2. fixe à quatorze mois à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la présente délégation qui prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

#### **DOUZIEME RESOLUTION**

(Autorisation donnée au Conseil d'Administration pour fixer, selon les modalités fixées par l'assemblée générale, le prix d'émission sans droit préférentiel de souscription, par une offre au public ou par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, de titres de capital à émettre de manière immédiate ou différée)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et conformément aux dispositions de l'article L. 225-136-1° du code de commerce, et dans la mesure où les titres de capital à émettre de manière immédiate ou différée sont assimilables à des titres de capital admis aux négociations sur un marché réglementé :

1. autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour chacune des émissions décidées en application de la dixième résolution ou de la quatorzième résolution de la présente assemblée, et dans la limite de 10 % du capital social (tel qu'existant à la date de la présente assemblée) sur une période de douze mois, à déroger aux conditions de fixation du prix prévues par la dixième résolution ou la quatorzième résolution de la présente assemblée et à fixer le prix d'émission des titres de capital à émettre de manière immédiate ou différée, sans droit préférentiel de souscription, par une offre au public ou par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, selon les modalités suivantes :
  - a. pour les titres de capital à émettre de manière immédiate, le Conseil pourra opter entre les deux modalités suivantes :
    - prix d'émission égal à la moyenne des cours constatés sur une période maximale de six mois précédant l'émission,
    - prix d'émission égal au cours moyen pondéré du marché au jour précédant l'émission (VWAP 1 jour) avec une décote maximale de 20 %.

- b. pour les titres de capital à émettre de manière différée, le prix d'émission sera tel que la somme perçue immédiatement par la société majorée de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la société soit, pour chaque action, au moins égale au montant visé au a) ci-dessus.
2. décide que le Conseil d'Administration disposera de tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente résolution dans les conditions prévues par la dixième résolution ou la quatorzième résolution.
3. fixe à quatorze mois à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la présente autorisation qui prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

### **TREIZIEME RÉSOLUTION**

(Délégation de compétence donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital social, sans droit préférentiel de souscription, à l'effet de rémunérer des apports de titres en cas d'offre publique d'échange)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-148 et L.228-92 du code de commerce :

1. délègue au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, la compétence de décider, sur le fondement et dans les conditions de la dixième résolution qui précède, l'émission d'actions ordinaires de la société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société, en rémunération des titres apportés à une offre publique d'échange initiée en France ou à l'étranger, selon les règles locales, par la société sur des titres d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé tel que visé par l'article L.225-148 du code de commerce.

Le montant des augmentations de capital effectuées en vertu de la présente résolution s'imputera sur le plafond global prévu par la dix-septième résolution adoptée par l'Assemblée Générale du 17 avril 2009.

2. prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles les valeurs mobilières qui seraient, le cas échéant, émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.
3. décide que le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, à l'effet de mettre en œuvre les offres publiques visées par la présente résolution et notamment :
  - de fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ;
  - de constater le nombre de titres apportés à l'échange ;
  - de déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance, des actions ordinaires nouvelles, ou, le cas échéant, des valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme à des actions ordinaires de la société ;
  - de prévoir les conditions dans lesquelles sera provisoirement suspendu, conformément aux dispositions légales applicables, le droit d'attribution des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires ;
  - d'inscrire au passif du bilan à un compte « prime d'apport », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions ordinaires nouvelles et leur valeur nominale ;
  - de procéder, s'il y a lieu, à l'imputation sur ladite « prime d'apport » de l'ensemble des frais et droits occasionnés par l'opération autorisée ;
  - de prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin de l'opération autorisée, constater la ou les augmentations de capital en résultant et modifier corrélativement les statuts.
4. fixe à quatorze mois à compter du jour de la présente assemblée, la durée de validité de la présente délégation qui prive d'effet, à hauteur, le cas échéant, de la partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

### **QUATORZIEME RÉSOLUTION**

(Délégation de compétence donnée au Conseil d'Administration pour augmenter le capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par une offre adressée exclusivement à des personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour le compte de tiers, à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs au sens du paragraphe II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier (placement privé))

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions du code de commerce, et notamment des articles L. 225-129, L. 225-135 et L. 225-136

1. délègue au Conseil d'Administration, avec faculté de délégation dans les conditions légales, sa compétence à l'effet de décider, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, une ou plusieurs augmentations du capital par l'émission, dans la limite de 20 % du capital par an, par une ou des offres visées au II de l'article L.411-2 du code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, tant en France qu'à l'étranger, en euros, en monnaies étrangères ou en unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies, (i) d'actions ordinaires de la société ainsi que (ii) de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la société, dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;

2. décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente résolution est fixé à 4 300 000 €(quatre millions trois cent mille euros), ce montant s'imputant sur le plafond global visé à la dixième résolution qui précède et à la dix-septième résolution adoptée par l'Assemblée Générale du 17 avril 2009 ;
3. décide que les valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la société ainsi émises pourront notamment consister en des titres de créance ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Elles pourront revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non à durée déterminée ou non, et être émises soit en euros, soit en devises, soit en toutes unités monétaires établies par référence à plusieurs monnaies ;
4. décide que le montant nominal maximum des titres de créances pouvant être émis en vertu de la présente délégation est fixé à 900 000 000 €(neuf cents millions), ou leur contre-valeur en euros à la date de la décision d'émission, ce montant s'imputant sur le plafond fixé à la dix-septième résolution de l'assemblée générale mixte du 17 avril 2009, étant précisé que ce montant ne comprend pas la ou les primes de remboursement au-dessus du pair, s'il en était prévu ; il est autonome et distinct du montant des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance qui seraient émises sur le fondement de la vingt-quatrième résolution de l'assemblée générale mixte du 17 avril 2009 et du montant des titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'Administration conformément à l'article L.228-40 du code de commerce. Les emprunts (donnant accès à des actions ordinaires de la société) pourront être assortis d'un intérêt à taux fixe et/ou variable ou encore avec capitalisation, et faire l'objet d'un remboursement, avec ou sans prime, ou d'un amortissement, les titres pouvant en outre faire l'objet de rachats en bourse, ou d'une offre d'achat ou d'échange par la société ;
5. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires de la Société et/ou à toutes valeurs mobilières et/ou à tous titres de créances à émettre en vertu de la présente délégation conformément à la législation ;
6. constate que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières émises donnant accès au capital, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquels ces valeurs mobilières donnent droit immédiatement ou à terme ;
7. décide que le prix d'émission des actions, valeurs mobilières ou titres de créances émis en vertu de cette délégation sera fixé conformément aux dispositions de l'article L. 225-136-1° du code de commerce ;
8. décide que le Conseil d'Administration arrêtera les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ainsi que des titres émis. Notamment, il déterminera la catégorie des titres émis et fixera, compte tenu des indications contenues dans son rapport, leur prix de souscription, avec ou sans prime, leur date de jouissance éventuellement rétroactive, ainsi que, le cas échéant, la durée, ou les modalités par lesquelles les valeurs mobilières émises sur le fondement de la présente résolution donneront accès à des actions ordinaires de la société, conformément à la législation en vigueur, ainsi que les conditions dans lesquelles sera provisoirement suspendu, conformément aux dispositions légales applicables, le droit d'attribution des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires, étant précisé que le prix d'émission des actions ordinaires et des valeurs mobilières sera tel que la somme perçue immédiatement par la société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la société soit, pour chaque action ordinaire émise, au moins égale au montant minimum prévu par la loi ;
9. décide que le Conseil d'Administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour mettre en œuvre la présente délégation notamment en passant toute convention à cet effet, en particulier en vue de la bonne fin de toute émission, et procéder en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en France et/ou, le cas échéant, à l'étranger et/ou sur le marché international, aux émissions susvisées - ainsi que, le cas échéant, pour y surseoir - en constatant la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations, et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions ;
10. décide que la présente délégation est consentie pour une durée de quatorze mois à compter de la présente assemblée.

**QUINZIEME RESOLUTION**  
(Pouvoirs pour dépôts et formalités)

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour effectuer toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

---

## **EXPOSE SOMMAIRE**

### **ACTIVITÉ 2009**

Dans un paysage audiovisuel ayant connu des changements structurels, notamment avec l'arrêt de la publicité après 20h sur les chaînes du Service Public et la progression de la réception de la TNT, TF1 confirme son net leadership en 2009 sur l'ensemble des téléspectateurs, avec 26,1% de part d'audience. TF1 est leader sur l'ensemble de la journée et sur l'ensemble des cibles, dont la principale cible publicitaire, les Femmes de moins de 50 ans Responsables des Achats, avec 29,8% de part d'audience.

Chaîne du lien social et de l'événement, TF1 confirme sa puissance en recueillant les 50 meilleures audiences de l'année, et plus largement 96 des 100 meilleures audiences de 2009.

TF1 s'attache à être performante tout au long de la journée, et plus particulièrement entre 19h et 1h du matin, heures à fort potentiel d'audience et, en conséquence, de monétisation. TF1 affiche sur cette tranche horaire une part d'audience plus importante que sur l'ensemble de la journée (28,3 % de part d'audience sur les Individus) et une avance plus importante sur son challenger (+ 12,5 points). Le constat est amplifié sur les Femmes de moins de 50 ans Responsables des Achats, avec une part d'audience de 33,0 % et un écart de 13,7 points avec le principal concurrent de la chaîne TF1.

En 2009, TF1 a subi, comme tous les médias européens, les effets de la crise économique et a dû faire face à la mutation du paysage audiovisuel français. L'année, marquée par une grande rigueur de gestion dans tous les domaines, a été riche en initiatives, permettant ainsi au Groupe de s'adapter tout en continuant le déploiement de ses orientations à moyen terme.

En 2009, le chiffre d'affaires consolidé du groupe TF1 s'établit à 2 364,7 millions d'euros, en baisse de 8,9 %. Les recettes publicitaires de la chaîne TF1 atteignent 1 429,4 millions d'euros, en recul de 13,2 %. Le chiffre d'affaires des activités de diversifications s'élève à 935,3 millions d'euros, en recul de 1,3 %. Cette baisse est due à un environnement économique peu favorable qui a entraîné un recul des recettes publicitaires, notamment pour les chaînes thématiques payantes ainsi que chez e-TF1 et Eurosport International.

Les revenus de la diversification hors publicité restent stables à 760,1 millions d'euros, grâce notamment à la croissance des recettes liées à l'abonnement pour les chaînes thématiques payantes et particulièrement pour Eurosport international.

La répartition géographique du chiffre d'affaires du Groupe est la suivante : 85,3% pour la France, 10% pour l'Union européenne hors France et 4,0% pour les autres pays.

En 2009, le groupe TF1 a mené un travail de fond sur l'optimisation de la grille, passant par la renégociation des coûts unitaires des programmes, la limitation des engagements et une meilleure utilisation des stocks.

Ce travail d'optimisation de la grille a su être mené tout en conservant des niveaux d'audience très satisfaisants, démontrant ainsi la pertinence de la nouvelle logique de pilotage de la grille adoptée par TF1. La grille de TF1 a pour objectif premier de satisfaire le téléspectateur, satisfaction concrétisée par des niveaux d'audiences élevés et de tenir compte de l'équation audience – coûts des programmes – recettes et saisonnalité.

Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2009, le coût de grille de la chaîne TF1 s'établit à 926,9 millions d'euros, soit 105,2 millions d'euros d'économies. Pour mémoire, le coût de grille de l'année 2008 s'établissait à 1 032,1 millions d'euros, incluant 53,9 millions d'euros au titre des événements sportifs exceptionnels.

Cette diminution de 105 millions d'euros, soit - 10 %, s'explique :

- pour 54 millions d'euros, par l'absence d'événements sportifs majeurs en 2009,
- pour 51 millions d'euros, par un travail d'optimisation de la grille et de réduction des coûts de programmes, dont 35 millions d'euros peuvent être considérés comme récurrents.

Hors coût de grille, la renégociation des contrats fournisseurs a généré une économie de 21 millions d'euros.

Les cessions de Surinvitation.com (en février 2009) et de France 24 (en février 2009) ont généré une économie de charges de 8 millions d'euros et des plus-values de 4 millions d'euros.

La réduction des autres charges s'élève à 10 millions d'euros.

Au total, le groupe TF1 réalise ainsi 94 millions d'euros d'économies par rapport à l'année 2008. Seuls 74 millions d'euros peuvent être considérés comme récurrents, l'écart provenant des plus-values de cession (4 millions d'euros) et des reports de charges sur la grille (16 millions d'euros). Au total, le groupe TF1 dépasse l'objectif initial de 60 millions d'euros qu'il s'était fixé.

Le résultat opérationnel 2009 s'établit à 101,3 millions d'euros contre 176,5 millions d'euros un an plus tôt. Le résultat opérationnel est en recul de 75,2 millions d'euros : la baisse des revenus de 230,0 millions d'euros a été compensée par les fortes économies de charges réalisées par le Groupe pour 154,8 millions d'euros.

Le taux de marge opérationnelle ressort ainsi à 4,3% contre 6,8% un an plus tôt.

Le coût de l'endettement financier net reste stable sur un an à - 22,3 millions d'euros.

Les autres produits et charges financiers s'élèvent à 36,2 millions d'euros au 31 décembre 2009, contre 40,9 millions d'euros un an plus tôt. Ce montant provient majoritairement de la réévaluation de la juste valeur de l'option de vente des 9,9% que TF1 détenait dans Canal+ France jusqu'au 28 décembre 2009 et de la valorisation du portefeuille de couverture de change, diminuées d'une provision sur actif financier.

Le résultat net du Groupe est en retrait de 49,3 millions d'euros à 114,5 millions d'euros.

Au 31 décembre 2009, les capitaux propres atteignent 1 396,6 millions d'euros pour un total bilan de 3 682,8 millions d'euros.

Le 28 décembre 2009, TF1 a cédé à Vivendi sa participation de 9,9% dans la société Canal + France pour un montant de 744 millions d'euros.

La gestion rigoureuse de la trésorerie menée tout au long de l'année et la cession d'actifs permet au groupe TF1 d'afficher au 31 décembre 2009 une trésorerie nette positive de 72,8 millions d'euros, à comparer à un endettement net de 704,5 millions d'euros à fin décembre 2008.

Le groupe TF1 fait l'objet d'une notation par Standard and Poor's. Le groupe TF1 est actuellement noté BBB / perspective stable / A-2 contre BBB+ / perspective négative / A-2 fin 2008. L'évolution de cette notation est liée à l'environnement économique et financier en 2008 et début 2009 et notamment à la forte dégradation du marché publicitaire

En 2009, TF1 SA a réalisé un chiffre d'affaires de 1 376,6 millions d'euros, réparti entre les opérations de la régie publicitaire pour 1 357,7 millions d'euros et les recettes diverses pour 18,9 millions d'euros. Le résultat d'exploitation atteint 40,7 millions d'euros. Le résultat financier s'élève à 149,7 millions d'euros. Le bénéfice net de l'exercice est de 198,4 millions d'euros.

Au cours de sa séance du 17 février 2010, le Conseil d'Administration a notamment décidé de proposer à l'Assemblée Générale Mixte, la distribution d'un dividende de 0,43 €par action.

La date de détachement du dividende sur le marché Euronext Paris est le 28 avril 2010. La date à l'issue de laquelle seront arrêtées des positions qui, après dénouement, bénéficieront de la mise en paiement est le 30 avril 2010. La date de mise en paiement du dividende est le 3 mai 2010.

## PERSPECTIVES 2010

Dans un marché toujours caractérisé par une faible visibilité, TF1 s'attend pour 2010 à une conjoncture économique encore incertaine. Dans ce contexte, le Groupe s'est fixé un objectif de croissance de chiffre d'affaires de + 2 %.

En 2010, le groupe TF1 poursuivra l'adaptation de son modèle et le développement de nouvelles activités :

- en se renforçant sur son cœur de métier, la télévision, grâce :
  - à la maîtrise des coûts de programmes, tout en maintenant des niveaux d'audiences et de parts d'audiences inégalés,
  - à l'intégration de TMC et NT1,
  - au développement de nouveaux formats créés et produits en interne,
  - à la poursuite de l'internalisation des productions de contenus grâce au projet Studiomax,
  - au déploiement du PNS2 afin de proposer une Information réactive, approfondie, de qualité et avec des coûts en baisse ;
- en prolongeant la stratégie multicanal, c'est-à-dire en capitalisant sur les synergies avec les nouveaux médias et en poursuivant l'utilisation transverse, complémentaire et réciproque des programmes sur tous les médias, avec une attention particulière portée à la relation avec ses téléspectateurs :
  - la Coupe du Monde conçue comme un véritable événement 360 mobilisera les équipes en 2010,
  - la constitution et la commercialisation d'une base de clients qualifiés seront également au centre des développements futurs ;
- en poursuivant sa politique de partenariats, notamment avec la Française des Jeux ou UGC et Sony dans le domaine des droits audiovisuels ou encore Samsung dans le domaine de la télévision connectée ;
- en continuant son action d'Entreprise citoyenne et responsable avec :
  - l'extension du Bilan Carbone à l'ensemble des activités du Groupe,
  - le renforcement des engagements pris en matière de diversité,
  - la mobilisation en vue de l'obtention du label Diversité dans lequel le Groupe s'est engagé ;

- en maintenant l'effort de gestion entamé par le groupe TF1 depuis maintenant deux ans, qui consiste à adapter le modèle économique aux nouvelles conditions de marché et à apporter, dans un contexte général encore incertain, une vigilance accrue aux recherches de synergies. Il convient de trouver un bon équilibre entre dépenses d'acquisition de droits, facteurs clé d'audience et perception des chaînes, et recettes associées (publicité et abonnement) afin de préserver la rentabilité du groupe.

L'objectif fixé consiste à retrouver à terme une rentabilité qui soit dans la moyenne de l'ensemble des chaînes privées européennes et à stabiliser le coût de grille de la chaîne TF1.

Des chantiers porteurs d'avenir attendent donc le Groupe en 2010. Rénové, dynamique et soudé, avec une direction et des collaborateurs mobilisés, des partenaires de premier rang, un actionnaire de référence en soutien, le groupe TF1 est prêt pour amorcer la relance dans tous les domaines.

## RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INDICATIONS (en euros)	2005	2006	2007	2008	2009
<b>I - SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D'EXERCICE</b>					
a) Capital social	42 810 426	42 824 426	42 682 098	42 682 098	42 682 098
b) Nombre d'actions émises	214 052 129	214 122 129	213 410 492	213 410 492	213 410 492
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
<b>II - RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS EFFECTIVES</b>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	1 579 618 085	1 649 601 932	1 651 380 074	1 578 094 919	1 376 578 316
b) Bénéfice avant impôt, participation des salariés amortissements et provisions	410 573 959	355 728 097	331 000 742	231 461 449	201 671 020
c) Impôt sur les bénéfices	104 129 231	76 931 481	71 971 099	23 176 898	(17 671 273)
d) Participation des salariés	10 146 927	8 185 797	7 978 095	3 605 647	256 981
e) Bénéfice après impôts, participation des salariés amortissements et provisions	182 330 515	250 816 043	203 747 738	138 921 498	198 396 034
f) Montant des bénéfices distribués	138 970 385	181 790 003	181 386 487	100 302 931	91 766 512 (1)
<b>III - RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT A UNE SEULE ACTION</b>					
a) Bénéfice après impôt et participation des salariés, mais avant amortissements et provisions	1,38	1,26	1,18	0,96	1,03
b) Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	0,85	1,17	0,95	0,65	0,93
c) Dividende versé à chaque action	0,65	0,85	0,85	0,47	0,43 (1)
<b>IV – PERSONNEL</b>					
a) Nombre de salariés	1 508	1 540	1 573	1 536	1 597
b) Montant de la masse salariale	105 746 613	111 770 510	116 739 407	121 186 526	118 312 622
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	51 454 510	52 182 591	57 127 130	54 153 178	69 307 854

(1) Dividende soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale



Société Anonyme au Capital de 42 682 098,40 €  
 Siège social : 1, Quai du Point du Jour – 92100 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX  
 326 .300 159 RCS NANTERRE

**DEMANDE DE CARTE D'ADMISSION  
 ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 15 AVRIL 2010**

Je soussigné .....  
 Demeurant .....  
 propriétaire de ..... actions nominatives  
 et/ou de : ..... actions au porteur inscrites en compte chez (banque, établissement  
 financier ou société teneur de comptes) .....  
 .....  
 désire assister personnellement à l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires.  
 Fait à ..... le, .....2010

**Actionnaires au Porteur :**

Si vous désirez recevoir une carte d'admission, la demande doit être adressée exclusivement à l'intermédiaire financier chargé de la gestion de vos titres, qui l'enverra au Service Assemblées de TF1, avec l'attestation de participation constatant l'inscription ou l'enregistrement comptable de vos titres.

**Actionnaires Nominatifs :**

La demande d'admission est à retourner, sans autre formalité, à TF1 - Service Titres - C/O BOUYGUES - 32 avenue Hoche - 75008 Paris (tel: 01.44.20.11.07 - fax: 01.44.20.12.42)

----- ✂ -----  
 -



Société Anonyme au Capital de 42 682 098,40 €  
 Siège social : 1, Quai du Point du Jour – 92100 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX  
 326 .300 159 RCS NANTERRE

**DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS  
 ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 15 AVRIL 2010  
 (Article R 225-88 du code de commerce)**

Je soussigné, Nom ..... Prénom .....  
 Demeurant .....  
 demande l'envoi des documents et renseignements concernant l'Assemblée Générale Mixte tels qu'ils sont visés par l'article R 225-83 du code de commerce.  
 Fait à ..... le ..... 2010  
 Signature,

(à retourner à TF1, au siège social ou  
 au Service Titres - C/O BOUYGUES - 32 avenue Hoche - 75008 Paris)

**Nota :** Les actionnaires titulaires de titres nominatifs peuvent, par une demande unique, obtenir de la société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R 225-81 et R 225-83 du code de commerce à l'occasion de chacune des Assemblées d'actionnaires ultérieures.